



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 4 juillet 2023**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2023 - 134      STATIONNEMENT PAYANT**  
**DEROGATION AU DROIT D'OPPOSITION A LA COLLECTE**  
**DU NUMERO D'IMMATRICULATION DES VEHICULES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 27 juin 2023, s'est réuni le mardi 4 juillet 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

ABSENTS EXCUSES :

Madame Anne-Marie DUVAL  
Monsieur Richard KISS  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Levanna CALATAYUD  
Madame Mékia Noura ADDAD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

/

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG  
(Prend part aux délibérations N°101 à N°150)

PROCURATION :

Madame Anne-Marie DUVAL à Monsieur le Maire  
Monsieur Richard KISS à Madame Nicole NUTINI  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Levanna CALATAYUD à Monsieur Gilles RONDONI  
Madame Mékia Noura ADDAD à Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 4 avril 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- |            |   |
|------------|---|
| 2023 - 94  | LES BOIS DE GRASSE - VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION EI N° 264 |
| 2023 - 95  | VALLON DE RASTIGNY<br>CONVENTION DE COORDINATION DE TRAVAUX           |
| 2023 - 105 | CINEMA LE STUDIO<br>ACCES DU PERSONNEL DE LA SOUS-PREFECTURE          |

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2023 - 134**

**DU 4 JUILLET 2023**

**STATIONNEMENT PAYANT  
DEROGATION AU DROIT D'OPPOSITION A LA COLLECTE  
DU NUMERO D'IMMATRICULATION DES VEHICULES**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**

La collecte des numéros d'immatriculation des véhicules est essentielle pour la bonne gestion et le contrôle du stationnement payant sur la voie publique. Or, ces données ont un caractère personnel et sont à ce titre protégées. Il convient en conséquence de déroger au droit d'opposition pour permettre la collecte et le traitement des numéros d'immatriculation.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Police municipale	/	/

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

La collecte du numéro d'immatriculation des véhicules constitue une donnée à caractère personnel au sens de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ce numéro permet en effet d'identifier indirectement le propriétaire du véhicule dont le nom figure sur le certificat d'immatriculation du véhicule (carte grise).

Or, dans le cadre de la gestion du stationnement payant, les numéros d'immatriculation sont collectés, enregistrés, utilisés et diffusés au moyen d'une base de données pour le contrôle des forfaits de post-stationnement (FPS).

Dès lors, ces traitements entrent dans le champ du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), qui constitue le Règlement de l'Union Européenne en matière de protection des données personnelles. Le RGPD est entré en vigueur le 25 mai 2018.

L'usager est de fait en droit de s'opposer à la collecte du numéro d'immatriculation, en application de l'article 21 du RGPD.

Cependant, l'article 23 du RGPD précise qu'il est possible « par la voie de mesures législatives » d'écarter le droit d'opposition « lorsqu'une telle limitation respecte l'essence des libertés et droits fondamentaux et qu'elle constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir (...) d'autres objectifs importants d'intérêt public général (...) d'un Etat membre ».

Dans sa note du 15 novembre 2022 au Gouvernement, le Conseil d'Etat précise que les communes peuvent prendre des actes pouvant être regardés comme des « mesures législatives » en raison de leur caractère réglementaire et notamment pour les traitements de données à caractère personnel pour la gestion du stationnement payant.

Ainsi, l'acte par lequel les agents assermentés de la ville de Grasse seraient autorisés à collecter les numéros de plaque d'immatriculation, relève de la compétence du Conseil municipal.

Toutefois, la dérogation au droit d'opposition doit être dûment justifiée par un motif d'intérêt général.

Pour ce qui concerne la ville de Grasse, cet écartement du droit d'opposition se justifie au regard :

1. Des objectifs poursuivis par la politique de mobilité de la ville de Grasse, telle que visée par l'article L.2333-87 du CGCT, afin de « *favoriser la fluidité de la circulation, la rotation du stationnement des véhicules sur voirie et l'utilisation des moyens de transports collectifs ou respectueux de l'environnement* »,
2. Du recouvrement des recettes et de l'impact budgétaire significatif pour la ville de Grasse en réduisant les erreurs de calcul du FPS, en accompagnant la numérisation de la gestion publique et en assurant un meilleur taux d'efficacité du recouvrement,
3. De la garantie de l'effectivité des recours, en ce qu'elle peut conduire à ajouter systématiquement le numéro de plaque d'immatriculation à la liste des informations figurant sur le justificatif de stationnement, permettant ainsi à l'usager de prouver sans équivoque que ce justificatif, comportant le montant payé de redevance de stationnement, est bien le sien. L'usager peut alors plus aisément faire valoir le paiement de ce montant pour une éventuelle déduction de son FPS. L'inscription du numéro de plaque d'immatriculation sur ce justificatif permet également d'éviter la reproduction de comportements de contournement constatés par le passé et ce, quels que soient les modes de paiement et de contrôle.

En complément et conformément au second paragraphe de l'article 23 du RGPD, les dispositions suivantes sont prises dans le cadre de cette dérogation :

- Les finalités du traitement sont de contrôler avec efficacité le stationnement payant sur la voirie, afin d'assurer la sécurité publique et afin de garantir une bonne gestion de la collecte des redevances,
- Les catégories de données à caractère personnel concernées sont les seuls numéros d'immatriculation des véhicules,
- L'étendue des limitations introduites aux droits garantis par le RGPD est la dérogation dûment justifiée au droit d'opposition.

Les modalités de collecte et de traitement des numéros d'immatriculation s'établissent comme suit :

- Les données sont collectées par les Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) de la Brigade du stationnement de la Police municipale au moyen de lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation (LAPI),
- Les données sont traitées par la Police municipale et sont conservées pendant 24 mois sur des serveurs sécurisés dans le cadre du contrôle du paiement effectif de la redevance de stationnement,
- Les données sont également traitées par la société YouTransactor, titulaire du marché de fourniture, de maintenance et de gestion centralisée des horodateurs. Elles sont conservées pendant 24 mois sur des serveurs sécurisés et utilisées dans le cadre du paiement des redevances et abonnements de stationnement.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 6 juin 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** la collecte et le traitement des données à caractère personnel pour le contrôle du paiement de la redevance de stationnement ;

- AUTORISER Monsieur le Maire à déroger au droit d'opposition à la collecte du numéro d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Deliberation affichée le **- 5 JUIL. 2023**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 JUIL. 2023**